

Compte-rendu : ÖNZ-online Discussion d'experts sur les conflits constants avec de nouveaux niveaux d'escalade en RDC : Nouvelle manœuvre du pouvoir à Kinshasa et conflits locaux dans l'Est du Congo

Le 2 mars 2021 avec :

Fred Bauma, directeur de recherche au CSR (Congo Research Group), New York, et militant de la plateforme citoyenne La Lucha (La Lutte pour le changement).

Odile Bulabula, Coordinatrice adjointe du Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO), Bukavu

Nene Morisho, directeur de Pole Institute, Goma

Questions sur la situation politique et le gouvernement de Tshisekedi

Jusqu'à présent, le point culminant des tensions entre les deux camps politiques CACH (Tshisekedi) et FCC (Kabila) était la sélection des juges en juin 2020. Aujourd'hui, Tshisekedi a la majorité au Parlement et au Sénat.

Le nouveau gouvernement a annoncé comme priorité la situation sécuritaire à l'est et notamment la lutte contre la milice ADF. La question essentielle est, et reste, de savoir comment réformer l'appareil sécuritaire.

L'influence de l'ancien président Kabila sur la politique et l'armée semble avoir diminué, tandis que celle de Tshisekedi a sensiblement augmenté. La question du pouvoir n'est, cependant toujours pas tranchée de manière définitive, même si le pouvoir de Tshisekedi s'est accru au moins dans certaines parties de l'appareil sécuritaire.

Questions sur le rôle de l'armée

Il n'y a pas d'armée fonctionnelle en RDC. La corruption et la vénalité sont élevées parmi les militaires, car de nombreux soldats sont peu, voire, pas du tout rémunérés. De nombreux militaires provenant des différents groupes armés ont été intégrés aux FARDC, ce qui, en plus des problèmes structurels tels que le manque de formation, de salaire, de fournitures, etc., conduit à un manque de cohésion et de moral. Les FARDC ressemblent en partie à d'autres groupes armés. Une question cruciale est de savoir vers qui la majorité des généraux se tourneront : Tshisekedi ou Kabila. Tshisekedi a renommé certains généraux et en a installé d'autres à des postes militaires. Les développements des prochains mois seront cruciaux en ce qui concerne l'armée.

Questions sur la situation en matière de sécurité, notamment dans l'est du pays

La situation dans les provinces de l'Est est catastrophique et met la population au défi quotidiennement. De nombreux acteurs sont responsables de la violence quotidienne : représentants des communautés locales, personnel policier et militaire, bandes criminelles, milices étrangères, groupes/milices de sécurité locaux. Ils sont également endoctrinés et soutenus par les politiciens.

Les raisons de la poursuite de la violence sont l'incompétence du gouvernement congolais, l'insuffisance des équipements (et du personnel) et l'incompétence de l'armée d'État (FARDC) et de la police nationale, la protection insuffisante des frontières contre les milices étrangères, en particulier celles du Rwanda et de l'Ouganda, la corruption, l'exploitation minière et le commerce de matières premières illégaux, le manque d'infrastructures dans les provinces, les préjugés et la méfiance entre les différentes communautés, les discours de haine sur les réseaux sociaux, l'endoctrinement et la manipulation des jeunes. Les affrontements entre bandes criminelles sont récurrents et un grand nombre d'armes sont en circulation.

La lutte pour le pouvoir politique est également omniprésente au sein des communautés locales, ce qui entraîne l'exclusion de certains groupes. La répartition inégale des terres crée des frustrations au sein de la population, car une grande partie n'a pas accès aux terres fertiles. En outre, les conflits pour l'accès à la terre et au pouvoir sont exacerbés par les conflits identitaires (conflits entre groupes ethniques tels que les Hutus et les Tutsis) ou les favorisent. Cependant, de nombreux villages sont multiethniques et l'État, peu présent, n'est pas en mesure de créer une cohésion sociale. Il en résulte que les groupes armés sont utilisés comme des représentants d'intérêts et sont en partie fortement intégrés dans les systèmes économiques des villages (par exemple, en contrôlant les mines, etc.). De nombreux groupes armés nourrissent des conflits déjà présents dans les communautés.

Des décennies de conflit ont généré un important mouvement de réfugiés dans l'est du pays. Entre cinq et six millions de personnes sont en fuite.

Questions d'accès aux ressources naturelles

L'un des moteurs du conflit dans l'est du pays est le contrôle des ressources naturelles. Il s'agit d'une question à la fois locale et régionale. Les groupes armés sont très puissants et bien connectés et ont peu d'intérêt à se démobiliser. L'exploitation des ressources est très lucrative. Cela conduit également à la question difficile de savoir quelles incitations peuvent être mises en place dans le cadre des programmes de démobilisation pour s'assurer que les groupes armés abandonnent leurs activités lucratives et se démobilisent.

Questions sur le rôle des pays voisins

Les pays voisins profitent de la situation instable et de l'extraction et du commerce de matières premières illégaux dans les régions de l'Est. Cette tendance est soutenue, entre autres, par l'augmentation des statistiques d'exportation de minéraux et de bois dans les pays voisins. Le Rwanda, par exemple, a construit une raffinerie d'or sans en produire.

Jusqu'à présent, presque rien n'a été fait au niveau suprarégional pour endiguer la violence dans l'est de la RDC, et l'organisation suprarégionale CIRGL (Conférence internationale sur les Grands Lacs) a également été beaucoup trop passive et ses programmes de sécurité n'ont eu aucun effet jusqu'à présent.

L'élection des nouveaux ministères à Kinshasa montrera également qui travaillera sur des stratégies visant à coopérer davantage au niveau suprarégional avec les pays voisins, dont l'Ouganda, pour endiguer la violence.

Questions sur les processus de démobilisation (DDR= programmes de désarmement, démobilisation et réintégration).

Des évaluations ont été réalisées dans le cadre des précédents programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Certaines de ces conclusions ont été intégrées dans les nouvelles interventions, telles que la décentralisation : le rôle des provinces a été renforcé dans les nouveaux programmes ; la question de la réintégration (nouvelle approche axée sur les communautés villageoises) a été mise en avant ; et un programme supplémentaire, géré exclusivement par des civils, a été mis en œuvre. Dans les précédents programmes de DDR, l'accompagnement des jeunes démobilisés était insuffisant.

Concernant les programmes de DDR, il est toutefois exigé que l'accent ne soit pas seulement mis sur les jeunes. Les nouveaux processus de DDR doivent intégrer les autorités locales ainsi que les jeunes démobilisés (les autorités locales peuvent réorganiser et mobiliser les jeunes - dans un

sens positif mais également négatif). L'accompagnement social et socio-psychologique est aussi important que l'accompagnement financier (par exemple par la création d'emplois).

Questions d'impunité

Une paix durable n'est possible que si le système judiciaire fonctionne et est indépendant. La réconciliation intercommunautaire est une étape supplémentaire et doit être accompagnée par le système judiciaire. La lutte contre l'impunité ne peut se faire que par une meilleure réforme politique (de sécurité) et un système judiciaire indépendant.

Questions relatives à la préparation et à l'organisation des élections législatives et présidentielles de 2023

La stabilisation durable du pays et la préparation des élections de 2023 sont les deux défis à relever depuis la période de transition. La société civile demande 1) une réforme électorale et une réforme de la Commission électorale de la Ceni, 2) le remplacement rapide du personnel de la Ceni et 3) la dépolitisation de la Ceni.

Il existe une méfiance entre les poids lourds politiques du mouvement politique nouvellement créé « Union Sacrée ». Moïse Katumbi et Jean-Pierre Bemba appartiennent toujours à l' « Union Sacrée » sous Tshisekedi, mais ne renonceront certainement pas à leurs ambitions de se présenter en 2023.

Le jeu de pouvoir qui dure depuis deux ans entre Tshisekedi et Kabila est un avertissement concernant un éventuel report de la date des élections. Cependant, un report de l'élection serait difficilement accepté par la population. D'une part, l'intérêt pour les processus politiques augmente (à nouveau) au sein de la population, et d'autre part, la majorité est fatiguée de la façon dont le pays est géré.

Néanmoins, il existe un risque de répétition de l'obstruction des élections comme en 2016-2018, car le financement des élections n'a jusqu'à présent pas du tout été résolu et il n'y a aucun signe de préparation du processus électoral.

Les élections locales, qui sont en suspens depuis 2006, ne sont pas discutées au niveau national, de sorte qu'il y aura peu de chances d'organiser des élections locales avant 2023 (et même 2023 n'est pas certain).

Questions sur le rôle des femmes et des églises

Il existe quelques groupes de dialogue locaux et transfrontaliers dans lesquels les autorités locales sont représentées.

De nombreuses femmes veulent prendre des responsabilités politiques, mais sont exclues des postes et des décisions cruciales par les hommes. Les femmes doivent être impliquées dans le processus de paix.

Les églises jouent un rôle important en RDC. La majorité des Congolais sont croyants. Les églises doivent donc agir de manière unie et collective sur les questions cruciales pour le bien-être de la population et critiquer les irrégularités politiques. Toutefois, l'oppression systématique des femmes et le manque d'engagement des chefs religieux en faveur des droits des femmes sont également problématiques dans les structures ecclésiastiques, comme dans les autres structures politiques et sociales du pays.

Revendications

... à l'État congolais :

-Mettre en place une stratégie efficace de démobilisation et accélérer la réforme de l'armée et des autres forces de sécurité.

- Exercer une pression étatique sur les entreprises pour qu'elles respectent leurs obligations, qui sont notamment fixées par le Code Minier. L'État doit également assurer une répartition équitable des bénéfices du commerce des matières premières dans l'intérêt du bien-être de la population.
- L'État doit enfin assumer ses responsabilités dans les domaines social, sécuritaire et économique.

... aux pays voisins :

- Promouvoir la coopération entre les pays et la RDC au profit de la population.
- Mettre fin au soutien financier et logistique des groupes armés.

... à l'UE/ONU :

- Demandez à plusieurs reprises au gouvernement congolais d'agir de manière responsable. Cela inclut la mise en œuvre de mesures directes pour établir la sécurité et la paix dans l'est de la RDC,
- Fournir un soutien logistique et financier aux mesures en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du pays.
- Soutenir les ONG locales qui travaillent en étroite collaboration avec la population locale. Cela inclut des programmes visant à renforcer la société civile afin qu'elle puisse renforcer son mécanisme de contrôle contre les abus de pouvoir de l'État.

Que faut-il faire pour assurer la paix, la sécurité et le développement en RDC ?

- Renforcer et mettre en œuvre des opérations et des programmes de stabilisation.
- Accroître la coopération au niveau régional avec les pays voisins. Les organisations régionales telles que le CIRGL doivent remplir leur rôle de médiateur pour la paix et la stabilité.
- Construire un État responsable, capable de protéger sa population et de répondre aux besoins fondamentaux.

Quelle est la responsabilité de la RDC à l'égard des mouvements étrangers qui représentent un risque sécuritaire élevé pour la population ?

- En raison de la porosité de ses frontières, la RDC est un point de ralliement pour les milices étrangères.
- La corruption assure la porosité aux frontières.
- L'absence de rémunération, le manque de structures et l'insuffisance de la formation constituent une faiblesse fondamentale des agences de sécurité et favorisent l'inaction et la corruption.